

## GOUVERNEMENT ET ANARCHIE...

L'idée suivante émise, sous le second Empire, par Proudhon, précurseur de la notion pratique d'anarchie au moment de l'extension de l'industrie - c'est-à-dire au début de l'asservissement à grande échelle et de l'oppression du monde ouvrier par le patronat grandissant - fut une idée hardie, énoncée en des termes pleins d'assurance et on en conçoit aisément toute l'originalité quelle pouvait avoir à cette époque. Proudhon annonçait ainsi ouvertement:

*«Comme variété du régime libéral, j'ai signalé l'anarchie ou gouvernement de chacun pour soi-même, en anglais «Self government». L'expression de gouvernement anarchique, impliquant une sorte de contradiction, la chose semble impossible et l'idée absurde. Il n'y a pourtant à reprendre ici que la langue, la notion d'anarchie en politique est aussi rationnelle et positive qu'aucune autre. Elle consiste en ce que la fonction politique étant ramenée aux fonctions industrielles, l'ordre social résulterait du seul fait de transactions ou d'échanges. Chacun pourrait alors se dire automate de lui-même; ce qui est l'extrême inverse de l'absolutisme monarchique».*

De nos jours, cette pensée paraît, à qui réfléchit, dénuée de toute contradiction. Non point parce que nous avons ici repris le langage, le vocabulaire, mais simplement l'opposition tenace que développe et manifeste constamment tout gouvernement, quel qu'il soit, envers les intérêts financiers, industriels, commerciaux ou de tout individu même en particulier, tant cette opposition est flagrante. On le sent et le voit aisément, à l'heure actuelle et plus que jamais, au travers des luttes que sont obligés de mener contre le gouvernement et ses lois des organisations productives et commerciales, des corporations, des syndicats et, chose plus significative encore, des fonctionnaires mêmes dont l'opinion et l'esprit qu'ils émettent vis-à-vis de l'État poussent inmanquablement au plus grand scepticisme. Le but de tout gouvernement est, par définition, de défendre les intérêts de chacun des individus constituant la société qu'il dirige, alors que nous sentons tous, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, que son but unique est de canaliser vers ses propres coffres des sommes d'argent de plus en plus considérables et jamais suffisantes; non seulement pour subvenir aux besoins du pays, mais encore à des besoins particuliers le plus souvent inavoués et toujours inavouables. N'y a-t-il pas là contradiction plus flagrante, odieuse même, que la contradiction toute littérale - laquelle gênait Proudhon?

Ainsi, point n'est besoin de «reprendre ici la langue» pour faire disparaître cette contradiction, cette impossibilité, cette absurdité annoncée - par Proudhon et que tous bons moralistes et tous Français moyens à son époque traitaient d'utopie; alors que les faits montrent chaque jour davantage que toute forme de gouvernement est là pour agir à l'encontre du but pour lequel il est institué. Et désormais tous, tant que nous sommes, nous devons reconnaître qu'aucune logique ne saurait nier que tout gouvernement est un concept de contradiction et d'absurdité s'il n'est pas une impossibilité.

Regardons la chose de près. Pour pourvoir à la défense des intérêts et veiller «en gros» à la prospérité de la société, sans même s'occuper des intérêts de chacun (puisqu'il nous a été enseigné que la société passait avant l'individu), signalons, à la façon de Proudhon, comme variété de régime supérieur au régime monarchique absolu, contre lequel le monde entier s'est levé, un gouvernement démocratique composé d'un nombre important de représentants à programmes et à tendances aussi variés et contradictoires qu'il peut s'en rencontrer parmi une multitude d'individus de formations et de classes différentes. Ces représentants sont conduits inmanquablement à lutter les uns contre les autres, non seulement pour défendre leurs idées, mais plus encore par antipathies ou jalousies personnelles. Ils finissent invariablement par se jeter les torts et les fautes les uns sur les autres. En fin de compte, ces dirigeants sentent que leur seul et unique but, palpable et sensible, ne peut être que celui d'user des avantages que leur procure leur situation privilégiée (autre contradiction), et d'en faire profiter ceux qui leur sont les plus proches ou les plus chers - et ceci à la façon d'un roi ou d'un seigneur.

Devant cette suite de heurts, de gâchis, de contradictions, on ne peut que parler de désordre et d'incohérence, pour qualifier un tel régime, et cependant il n'est pas IMPOSSIBLE, puisqu'il est réalisé (même par le fameux «*corps électoral*»)!

On devrait conclure logiquement qu'il ne saurait être qu'inférieur au régime monarchique absolu dans lequel le nombre des dirigeants-profiteurs, utilisant de beaux privilèges et de bons appointements pour passer leur temps uniquement à se maudire et à se haïr, pourrait être largement restreint. On ne ferait alors que revenir à la pensée béate, de Voltaire, lequel disait que le seul gouvernement acceptable était celui d'un despotisme éclairé.

Proudhon s'élevait ainsi contre l'absolutisme monarchique, dont il comprenait les abus, les travers et les entraînements immoraux; ceci suffit pour faire naître en lui une conception qu'il a pu qualifier à juste titre «*l'extrême inverse de l'absolutisme monarchique*». Nous ne saurions imaginer exactement l'idée qu'à notre époque il émettrait, devant cette constante préoccupation générale, mondiale, en vertu de laquelle tant d'efforts tendent à détourner intelligemment et légalement la loi dans le seul but d'amasser, d'amasser encore et toujours de l'argent!

Que pourrait-il concevoir devant ces immoralités gouvernementales qu'on appelait hier les AFFAIRES du nom de sa victime (Dreyfus, Syveton, Zola, Stenlein, Hanau, Oustvic, Stavisky, etc...), affaires d'or et de monnaie ou encore de haines et de jalousies, et qu'aujourd'hui on dénomme scandales - ce qui d'ailleurs n'émeut plus personne (vie chère, faillites, vin, lait, légumes secs, textiles, chaussures, essence, et nous en passons).

Scandales gouvernementaux sur la nourriture, l'habillement et le logement de cette société pour le «bien» de laquelle le gouvernement serait institué! Quelle pensée suscite semblable état de choses, si ce n'est celle qui est la nôtre, à nous anarchistes: que tout gouvernement est une source de contradictions et de malentendus, une absurdité n'ayant rien de commun avec la satisfaction des nécessités collectives et des besoins individuels?

Il faut donc le saper - ce gouvernement - dès maintenant, avant qu'il ne sombre de lui-même.

Si Proudhon vivait encore, gageons qu'il ne manquerait pas de dire à peu près ceci aux théoriciens et admirateurs de l'État, aux représentants-profiteurs du gouvernement: «Si vous ne voulez pas revenir à la source et reprendre la langue, alors c'est vous qui possédez et dirigez l'Anarchie; mais en travestissant le sens de ce mot, auquel vous voulez faire dire: Désordre, un désordre dont vous bénéficiez!

*«Mais l'Anarchie véritable, c'est autre chose, qui sera atteint sans vous».*

**M. BALIKO.**

-----